

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Direction du Patrimoine Immobilier
Département des Contrats Immobiliers



MARCHE DE MAINTENANCE ET TRAVAUX ASSOCIES CCTP 07 - PIECE TECHNIQUE CLOS ET COUVERT

Cahier des Clauses Techniques Particulières

TABLES DES MATIERES

1	OBJET DU MARCHE	3
2	TEXTES DE REFERENCES	3
2.1	Rappel des textes réglementaires dans le cadre du marché	3
2.2	Rappel des normes de maintenance	3
3	DEFINITIONS ET GENERALITES.....	4
3.1	Personnes désignées	4
3.2	Qualifications	4
3.3	Moyens	4
3.4	Maintenance Préventive	4
3.4.1	Planning	4
3.4.2	Accompagnement ou Assistance Contrôle Technique Réglementaire	4
3.4.3	Gamme de Maintenance	4
3.4.4	Liste des installations	5
3.4.5	Prestations comprises au présent marché	5
3.5	Maintenance Corrective ou Curative	5
3.5.1	Vérification des points d'ancrage	5
3.5.2	Reprise d'étanchéité.....	5
3.5.3	Nettoyage des toitures	6
3.5.4	Taux horaire cordiste	6
3.5.5	Mise en sécurité menuiseries extérieures	6
3.6	Travaux associés à la maintenance	6
3.7	Délais de prestations	6
3.7.1	Délais d'intervention	6
3.7.2	Travaux associés	6
4	DOCUMENTS SPECIFIQUES AU CLOS ET COUVERT	6

1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'exécution de la maintenance des toitures des bâtiments dans le domaine des travaux de clos et couvert. Ces travaux comprennent : l'étanchéité bitumeuse, les travaux de charpente, de couverture et de zinguerie.

Le marché comprend également la mise en sécurité des menuiseries extérieures (portes et fenêtres ouvrantes ou fixes) dans le cas de vandalisme ou de casse matérielle.

2 TEXTES DE REFERENCES

2.1 Rappel des textes réglementaires dans le cadre du marché

D'une manière générale le titulaire sera tenu de respecter tous les D.T.U. et Normes relatifs aux travaux d'étanchéité.

Ceux qui nous concernent plus particulièrement pour les différents types de toitures des bâtiments de l'Université de Strasbourg, sont :

- Les D.T.U. et Normes pour les couvertures en bac acier
- Les D.T.U. et Normes pour les couvertures cuivre
- Les D.T.U. et Normes pour les couvertures en plomb
- Les D.T.U. et Normes pour les couvertures zinc et inox
- Les D.T.U. et Normes pour les étanchéités bitumeuses ou en asphalte
- Règles de calculs D.T.U. (conception des couvertures)
- Règles de calculs D.T.U. (effet de la neige et du vent)
- Toutes les instructions techniques (I.T.) dans le domaine de l'étanchéité

Ci-dessus, une liste non exhaustive de DTU, de normes et de textes réglementaires qui n'est indiquée que pour permettre et faciliter la recherche de textes normatifs et réglementaires qui se rapportent aux travaux de couverture et d'étanchéité.

Cette liste ne représente en aucun cas les seuls textes normatifs et réglementaires à prendre en compte pour l'exécution des travaux.

Il s'agira bien, en cas de litige, de considérer tous les textes normatifs et réglementaires qui se rapportent aux domaines de la couverture et de l'étanchéité tels que mentionnés plus haut.

2.2 Rappel des normes de maintenance

Le titulaire s'engage à réaliser les travaux dans les règles de l'art et dans le respect des spécifications techniques de l'UNISTRA décrites dans les documents suivant en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires.

L'ensemble des DSCS sont listés dans le CCAP

Ces documents sont susceptibles d'évoluer et d'être complétés par d'autres documents, les modifications seront portées à la connaissance du titulaire du marché, qui devra les prendre en compte dans le cadre des prestations réalisées.

3 DEFINITIONS ET GENERALITES

3.1 Personnes désignées

L'entreprise titulaire désignera 2 personnes ayant des rôles identifiés :

- Une personne ayant des compétences techniques pouvant assurer le conseil et la gestion du marché
- Une seconde personne pour toutes les questions d'ordre administratives et financières

3.2 Qualifications

Le titulaire du marché s'engage à fournir chaque année à l'UNISTRA l'ensemble des habilitations à jour pour ses salariés et ses sous-traitants (permis divers, habilitation électriques, habilitations échafaudage, amiante, etc. liste non exhaustive à ajuster en fonction des besoins)

3.3 Moyens

Le prestataire devra disposer d'une main d'œuvre qualifiée afin d'assurer l'entretien des équipements définis par le présent marché.

Il devra mettre à disposition le personnel nécessaire pour assurer la maintenance dans les délais qui lui sont alloués.

Tous les moyens d'accès (nacelles, échafaudages, échelles, ...) dans le cadre des maintenances préventives et curatives seront compris.

Une astreinte technique peut être nécessaire selon les risques et l'activité des établissements. Le titulaire devra pouvoir répondre à cette demande.

Le titulaire d'un ou plusieurs lots devra s'assurer qu'il ait les outils adaptés pour réaliser les prestations demandées dans les délais impartis (programmation, mise à jour de logiciel, ...) ainsi que les pièces détachées pour pallier aux éventuels dysfonctionnements.

3.4 Maintenance Préventive

3.4.1 Planning

La maintenance des toitures sera réalisée selon le planning fourni en annexe au présent marché.

L'entreprise privilégiera si possible les périodes de vacances universitaires pour minimiser les dérangements.

3.4.2 Accompagnement ou Assistance Contrôle Technique Réglementaire

La présence de l'entreprise sera requise et obligatoire lors des contrôles inopinés effectués sur ses installations par l'UNISTRA. Cette assistance lors des contrôles sera prévue au présent marché et ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire, à raison d'un contrôle par an et par toiture.

3.4.3 Gamme de Maintenance

Se référer aux gammes de maintenance en annexe

3.4.4 Liste des installations

Se référer à la liste des installations dans le DPGF

Les installations concernées sont :

- Toiture plates - TTPL
- Toitures traditionnelles - TTTD
- **Toitures végétalisées - TTVG**
- Toitures Verrières - TTVE

3.4.5 Prestations comprises au présent marché

Sont compris au présent marché la vérification visuelle du bon état général de la toiture, la vérification des points d'ancrage et des lignes de vie, ainsi qu'un nettoyage général de la toiture (enlèvement des déchets éventuels, démoussage, toutes opérations nécessaires à la pérennisation de l'étanchéité), un nettoyage des gouttières et des crapaudines.

3.5 Maintenance Corrective ou Curative

3.5.1 Vérification des points d'ancrage

L'ensemble du système d'ancrage doit être maintenu en état de conformité avec les règles techniques de conception et de construction applicable lors de sa mise en service.

- Ancre structurelle
Vérification visuelle annuelle et essais statiques à 500 DaN durant 15 secondes selon un plan pluriannuel permettant à termes une vérification complète de l'installation. Un essai statique supplémentaire sera également effectué chaque fois que nécessaire : Dégradation apparente, surcharge liée à une chute accidentelle, et utilisation inadaptée...
- Disposition d'ancrage
Quel que soit sa nature, il fera l'objet d'une vérification annuelle et d'une maintenance appropriée selon les instructions du fournisseur et/ou de l'installateur. Selon le dispositif, la vérification sera simplement visuelle ou comportera des opérations techniques spécifiques : vérification du serrage à la clef dynamométrique, par exemple. Les dates et résultats des vérification et essais de tous les éléments seront consignés dans le registre de sécurité.
- Cas particulier des classes C (ligne de vie) et D (rails) :
Il convient de remédier à toutes déficiences (réparation de remplacement) dès que celle-ci est repérée et avant qu'elle ne réduise la résistance de l'installation. Les vérifications régulières, et l'entretien sont d'autant plus important qu'après installation d'une ligne de vie, celle-ci constitue généralement, le seul moyen de s'assurer contre les chutes.
Avant chaque utilisation, il est conseillé de procéder à un examen visuel pour s'assurer qu'elle est en état de servir. Avant de s'attacher, il convient de vérifier depuis un accès protégé, que le dispositif n'a jamais servi pour arrêter une chute et, si oui, ne pas le réutiliser sans l'avoir fait examiner par le fabricant ou le réparateur compétent chargé de sa maintenance.
Un examen pour détecter toute anomalie naissante (amorce de rouille sur éléments galvanisés, décollement d'une pièce d'étanchéité sur potelet traversant la couverture...) devra être effectué annuellement avant que celle-ci n'altère la résistance de la ligne ou de la structure porteuse.

La maintenance préventive des toitures comprend la vérification des lignes de vie et des points d'ancrage.

Chaque vérification fera l'objet d'un rapport par bâtiment transmis au référent sécurité de la Direction du Patrimoine Immobilier

3.5.2 Reprise d'étanchéité

Le titulaire devra la réparation des fuites constatées et signalées par l'équipe de maintenance en conformité avec les règles et normes en vigueur.

3.5.3 Nettoyage des toitures

Le prestataire devra assurer un nettoyage des toitures une fois par an comprenant un enlèvement des déchets éventuels, un démoussage manuel de la toiture, et tous travaux éventuels de nettoyage autres nécessaires à la pérennisation de la toiture, y compris les écoulements sous-dalles, le nettoyage des gouttières, des crapaudines, des colonnes de descente.

3.5.4 Taux horaire cordiste

Le taux horaire cordiste ne pourra s'appliquer que dans le cas des toitures concernées après validation des services techniques UNISTRA.

3.5.5 Mise en sécurité menuiseries extérieures

Le titulaire du marché pourra être mandaté pour la mise en sécurité des menuiseries extérieures en cas de vandalisme ou fermetures cassées.

La mise en sécurité consistera en la pose de panneaux bois ou film d'obturation, selon le tarif forfaitaire prévu au BPU, pour empêcher l'intrusion.

L'accès si nécessaire par échafaudage, grue ou nacelle sera également prévu au BPU.

Pour la mise en sécurité, le titulaire sera d'astreinte 24/24h 7/7J, joignable au numéro d'astreinte communiqué à l'Unistra.

3.6 Travaux associés à la maintenance

Le prestataire pourra réaliser les travaux associés à la maintenance dans les limites de son marché (confère CCAP).

3.7 Délais de prestations

3.7.1 Délais d'intervention

Ce délai concerne toutes les interventions de quelque nature suite à une anomalie survenue sur l'installation.

Cette intervention devra se faire 24h/24 et 7 jours sur 7 pour tous les bâtiments ayant souscrit l'astreinte. Le prestataire devra assurer après le diagnostic du technicien la remise en service complète du site. Le titulaire devra pouvoir intervenir dans les délais cités au CCTC.

3.7.2 Travaux associés

Les délais des travaux associés devront respecter le planning défini entre les parties.

4 DOCUMENTS SPECIFIQUES AU CLOS ET COUVERT

Les prestations seront effectuées selon les normes et la réglementation en vigueur, et plus spécialement :

- Le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail,
- L'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et modifiant l'annexe de l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément des organismes pour la conformité des équipements de travail,
- L'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- L'arrêté du 2 mars 2004 relatif au carnet de maintenance des appareils de levage

Il sera tenu compte des pratiques décrites dans les recommandations de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, (notamment la recommandation R 430 en ce qui concerne les dispositifs d'ancrage et de ligne de vie et la recommandation R 386 en ce qui concerne l'utilisation des PEMP) dans la mesure où ces recommandations, qui visent à atteindre un niveau optimal de sécurité, ont été largement adoptées par les organisations représentatives des professions concernées.

Tous les travaux feront l'objet d'un plan de prévention écrit avec visite préalable sur site. Le document, fourni par l'Université, devra obligatoirement être contresigné par les personnes qui auront effectué cette visite.

Un plan de prévention local pourra être réalisé selon les besoins avec les équipes de sites Unistra.

Le plan de Prévention précisera, en plus des dispositions spécifiques, les moyens d'accès aux parties hautes existants (échelles fixes, skydomes, trappes, dispositifs d'ancrage, etc.). Le titulaire devra avoir l'ensemble des autorisations pour l'utilisation du harnais ainsi que les permis pour l'usage des plateformes élévatrices.

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générale et particulière et contrôler fréquemment que ces consignes soient parfaitement connues et appliquées par les intéressés.

Le personnel intervenant devra être qualifié et en possession d'autorisation de conduite du matériel utilisé (ex : nacelle).

Pour les travaux par point chaud (soudage, découpage, meulage...), l'obtention d'un permis feu devra être délivrée hebdomadairement par le responsable de l'entreprise utilisatrice en charge des travaux.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son entreprise. Il doit informer sans retard le responsable du site de toute anomalie importante, susceptible d'entraîner des détériorations sur les bâtiments et (ou) sur les installations techniques ou de présenter un risque pour la sécurité et la santé des personnes.

Le titulaire devra pourvoir fournir immédiatement et à première demande tous les documents attestant la conformité des matériels aux normes en vigueur (fiches techniques du fabricant, carnets de maintenance, modes d'emploi, notes de calcul, rapports d'essai, etc.) qui seront conservés sur place.

Sur simple demande verbale, le titulaire devra les présenter à un bureau de contrôle agréé.

Etant donné que le décret n° 92-158 du février 1992 « Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure » s'applique, les responsables de site ou leurs délégués doivent assurer la coordination générale des mesures de prévention propres aux sites et de celles que prend l'entreprise extérieure. A ce titre, ils élaborent conjointement avec le titulaire le plan de prévention, ainsi que la consigne d'utilisation des E.P.I le cas échéant (cf. ci-dessous).

- Présence d'amiante

En cas de non retrait des matériaux contenant de l'amiante, l'entreprise devra prévoir toutes les sujétions pour réaliser ses interventions dans le cadre du Code du Travail (quatrième partie/Livre IV/Titre 1^{er}/Chapitre II/Section 3/sous-section 4 : dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

Ce qui implique d'office du personnel formé, rédaction d'un mode opératoire.

L'attestation de formation du personnel opérationnel et encadrant devra être fourni à la remise de l'offre ou l'inscription à un organisme de formation dispensant la formation avant la date de démarrage des travaux.

Un diagnostic amiante est réalisé au fur et à mesure pour connaître l'état des toitures.